

## **Publications périodiques**

---

Comptes annuels

---

## AXA BANQUE FINANCEMENT

Société anonyme au capital de 33 855 000 Euros  
Siège social : 203-205 rue Carnot 94138 Fontenay-sous-Bois Cedex  
348 211 244 RCS Créteil

Comptes annuels au 31 décembre 2018 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 22 mai 2019.

### I. — Bilan au 31 décembre 2018

#### Actif

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2018	31/12/2017
Caisse, Banques centrales		
Effets publics et valeurs assimilées	9 036	9 012
Créances sur les établissements de crédit	7 357	22 165
Opérations avec la clientèle	749 287	788 562
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Actions et autres titres à revenu variable		
Parts dans les entreprises liées		
Participations et autres titres détenus à long terme	0	0
Crédit-bail et location avec option d'achat		
Location simple		
Immobilisations incorporelles		
Immobilisations corporelles		
Capital souscrit non versé		
Actions propres		
Comptes de négociation et de règlement		
Autres actifs	1 486	1 129
Comptes de régularisation	3 733	4 617
Instruments conditionnels		
<b>Total de l'actif</b>	<b>770 900</b>	<b>825 486</b>

#### Passif

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2018	31/12/2017
Banques centrales		
Dettes envers les établissements de crédit	602 956	527 586
Dettes sur la clientèle	2 061	2 941
Dettes représentées par un titre	81 916	208 571
Autres passifs	2 137	2 045
Comptes de régularisation	5 406	7 106
Provisions	31	8
<i>Dettes subordonnées</i>		
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)		
Capitaux propres (hors FRBG)	76 394	77 229
<i>Capital souscrit</i>	33 855	33 855
<i>Primes d'émission</i>	7 493	7 493
<i>Ecarts de réévaluation</i>		
<i>Réserves</i>	3 386	3 386
<i>Provisions réglementées et subventions d'investissement</i>		
<i>Report à nouveau</i>	27 390	27 386
<i>Résultat de l'exercice</i>	4 271	5 109
<b>Total du passif</b>	<b>770 900</b>	<b>825 486</b>

**Hors-bilan**

<i>Engagements</i> <i>(en milliers d'euros)</i>	<i>donnés</i>	<b>31/12/2018</b>	31/12/2017
Engagements de financement		33 410	36 257
<i>dont engagement de financement douteux</i>		42	33
Engagements de garantie			
Engagements sur titres			
<i>Engagements reçus</i> <i>(en milliers d'euros)</i>		<b>31/12/2018</b>	31/12/2017
Engagements de financement			
Engagements de financement reçus d'établissement de crédit			
Engagements de garantie reçus d'établissement de crédit			
Engagements sur titres			

**II. — Compte de résultat**

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2018</b>	31/12/2017
Intérêts et produits assimilés	31 540	37 581
Intérêts et charges assimilés	- 2 775	- 3 956
Produits sur opérations de crédit bail et assimilées		
Charges sur opérations de crédit bail et assimilées		
Produits sur opérations de location simple		
Charges sur opérations de location simple		
Revenus des titres à revenu variable		22
Commissions - Produits	4 664	4 854
Commissions - Charges	- 87	- 93
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation		
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés		
Autres produits d'exploitation bancaire	4	116
Autres charges d'exploitation bancaire	- 19 612	- 22 331
<b>Produit net bancaire</b>	<b>13 733</b>	<b>16 193</b>
Charges générales d'exploitation	- 2 526	- 2 563
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles		
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>11 208</b>	<b>13 630</b>
Coût du risque	- 5 563	- 6 397
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>5 645</b>	<b>7 233</b>
Gains ou pertes sur actifs immobilisés		
<b>Résultat courant avant impôt</b>	<b>5 645</b>	<b>7 233</b>
Résultat exceptionnel	163	486
Impôt sur les bénéfices	- 1 537	- 2 610
Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées		
<b>Résultat net</b>	<b>4 271</b>	<b>5 109</b>

### III. — Annexes aux comptes annuels.

#### **NOTE 1 : PRINCIPES COMPTABLES D’EVALUATION ET DE PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS D’AXA Banque Financement**

Les comptes sociaux d’AXA Banque Financement sont établis conformément aux principes comptables généraux applicables en France aux établissements de crédit et aux dispositions du règlement aux dispositions du règlement de l’Autorité des Normes Comptables (ANC) n° 2014-07 du 26 novembre 2014, relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

##### ***Eléments d’appréciation permettant la comparabilité***

Les règlements et avis du Conseil National de la Comptabilité dont l’entrée en vigueur est intervenue au cours de l’exercice 2018 n’ont pas eu d’impact direct significatif sur les comptes et sur la comparabilité des états financiers.

##### ***Faits marquants de l’exercice***

L’assemblée Générale d’AXA Banque Financement constate, au titre de l’exercice 2018, un bénéfice net de 4 271 030,33 euros.

Le report à nouveau créateur dans les comptes au 31 décembre 2018, avant affectation du résultat, s’élève à 27 389 677,91 euros.

L’assemblée générale décide de répartir le résultat comme suit :

- Distribution aux actionnaires : 4 218 000,00 euros

- Report à nouveau : 53 030,33 euros

Elle décide en conséquence la mise en distribution aux 2 220 000 actions composant le capital social, d’un dividende unitaire net de 1,90 euros. En application de l’article 243 bis du code général des impôts, ce dividende ouvre droit à un abattement de 40 % applicable aux personnes physiques.

A la suite de cette affectation, le report à nouveau sera porté à 27 442 708,24 euros et les capitaux propres de la société s’élèveront à la somme de 72 175 854,24 euros.

L’assemblée décide que ce dividende sera mis en paiement au plus tard fin juin 2019.

##### ***Evènements post-clôture***

Néant

##### ***Créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle***

Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l’ensemble des créances, y compris les créances subordonnées, détenues au titre d’opérations bancaires sur des établissements de crédit à l’exception de celles matérialisées par un titre. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme.

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit ou assimilés, à l’exception de celles qui sont matérialisées par un titre, les valeurs reçues en pension, quel que soit le support de l’opération, et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées en créances commerciales, comptes débiteurs de la clientèle et autres crédits.

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus et non échus et nettes des dépréciations comptabilisées au titre du risque client.

Les encours restructurés sont identifiés au sein de l’encours sain dans une sous-catégorie spécifique. AXA Banque Financement constate, en plus de la décote sur marge, une provision globale sur base statistique pour couvrir le risque de perte inhérent à cette typologie d’encours. Cette provision est enregistrée en déduction de l’actif.

Les crédits sont transférés en créances douteuses dès lors qu’ils présentent un risque de non recouvrement et, en tout état de cause, lorsqu’ils présentent au moins une échéance impayée depuis plus de 3 mois. Ces prêts font l’objet de provisions en intérêts et capital, après prise en compte des garanties reçues.

La classification en douteux d'une créance entraîne celle de l'ensemble des encours et engagements relatifs à ce débiteur dans cette même catégorie.

Les créances douteuses sont transférées en créances douteuses compromises dès le prononcé de la déchéance du terme et, en tout état de cause, lorsqu'elles sont classées en créances douteuses depuis plus d'1 an.

Lorsque toutes les voies de recours par voies judiciaires et/ou amiables ont été épuisées et confirment ainsi le caractère irrécouvrable d'une créance, cette dernière fait l'objet d'un enregistrement en perte.

Les intérêts courus sont enregistrés périodiquement sur les créances saines, y compris les créances restructurées et les créances douteuses non compromises. Des intérêts peuvent être enregistrés sur créances douteuses compromises.

Les intérêts enregistrés sur créances douteuses et douteuses compromises entrent dans la base de calcul de la provision au titre des pertes probables avérées.

AXA Banque Financement fait usage de notations externes, combinées à d'autres critères quantitatifs et qualitatifs, pour définir les limites d'engagement sur ses opérations financières.

La décision d'octroi de crédits consommation fait intervenir différents schémas décisionnels en fonction des produits (prêt personnel ou crédit renouvelable), du profil du client et du canal de souscription. Sur le périmètre des clients intermédiés, l'application d'un score dit « de pré-qualification » permet, en amont de l'analyse du dossier, de segmenter selon la connaissance assurance la clientèle en quatre niveaux de risque (client pré-qualifié, client nouveau, prospect et client exclu). Cette connaissance assurance peut être complétée par la connaissance banque, avec entre autres critères, le comportement compte du client. Enfin, des scores spécifiques d'octroi prêt personnel ou crédit renouvelable peuvent être appelés sur certaines typologie de clients (ex : prospects).

Les encours d'AXA Banque Financement sont composés d'un grand nombre de créances de faible montant unitaire présentant des caractéristiques similaires. Le provisionnement des pertes probables s'appuie sur une base statistique permettant de déterminer la couverture du risque à pratiquer.

AXA Banque Financement a adopté la méthode d'étalement sur la durée de vie estimée des crédits des commissions assises sur la production payées à ses apporteurs et des frais d'octroi.

### ***Méthodologie de provisionnements des encours de la clientèle***

La méthodologie de provisionnement statistique des crédits à la consommation se présente de la façon suivante : les provisions statistiques sur les crédits à la consommation sont calculées sur la base de quatre sous-modèles, ventilant les créances à l'amiable et au contentieux, selon qu'elles soient concernées par une procédure de Surendettement ou non. Le provisionnement des créances à l'amiable est effectué au travers du calcul de probabilité de passage d'un niveau d'impayés jusqu'au transfert à contentieux et de l'application du taux de perte estimé à l'entrée au contentieux. Les provisions contentieuses sont calibrées sur la base des taux de perte attendues à maturité, au regard des encaissements futurs estimés à partir des chroniques d'encaissements générationnels appliquées au montant confié par génération. Le taux d'actualisation est revu annuellement, en utilisant le taux moyen de l'encours productif. Les créances sous procédure Neiertz et orientées en Procédure de Rétablissement Personnel sont pour leur part provisionnées à 100 %.

Le provisionnement sur engagements individuels s'effectue sur la base des décisions prises lors du comité contentieux qui se tient trimestriellement. Les décisions de provisionnement arrêtées lors de ce comité sont publiées sous la forme d'un compte rendu rédigé par le département juridique qui le communique ensuite au service comptabilité pour action.

### ***Société en participation***

AXA Banque Financement est gérante d'une société en participation (SEP) intervenant dans la production et la gestion de crédits à la consommation. AXA Banque Financement porte l'intégralité des encours de crédits dans son bilan.

Les charges et produits de la société en participation sont compris dans les charges et les produits d'AXA Banque Financement. La quote-part de résultat et de risque revenant aux partenaires est de 62,5 % pour AXA Banque, 9 % pour BNPP PF et 28,5 % pour AXA Banque Financement, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016.

### ***Titres***

Le terme « titres » recouvre les titres du marché interbancaire, les effets publics et valeurs assimilées (titres émis par des organismes publics refinançables par la Banque Centrale, ainsi que les titres émis par des Etats), les autres titres de créances négociables, les bons du Trésor et les autres titres de créances négociables, les obligations et les autres valeurs mobilières dites à revenu fixe (c'est-à-dire à rendement non aléatoire, qu'il soit fondé sur des taux fixes ou sur des taux variables), les actions et les autres titres à revenu variable.

Selon les dispositions du règlement 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables, les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de transaction, titres de placement, titres de l'activité de portefeuille, titres d'investissement, autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées.

Enfin, en ce qui concerne les titres de transaction, de placement, d'investissement, ainsi que de l'activité du portefeuille, les risques de défaillance avérés de contrepartie dont les impacts peuvent être isolés, font alors l'objet de provisions dont les mouvements sont inscrits en coût du risque.

### Titres de transaction

Les titres détenus dans le cadre d'une activité de négociation rapide, négociables sur un marché actif, sont comptabilisés sous la rubrique « Titres de transaction » pour leur valeur d'acquisition incluant les intérêts courus mais hors frais d'acquisition et évalués individuellement à leur prix de marché. Les variations de valeur contribuent à la formation du résultat de ce portefeuille.

### Titres de placement

Sont comptabilisés en titres de placement, les titres qui ne répondent ni à la catégorie de titre de transaction ni à celle de titre d'investissement.

Les titres sont évalués au prix d'acquisition, hors intérêts courus non échus enregistrés distinctement, à l'exclusion de tout frais.

Les intérêts courus sont comptabilisés en compte de résultat sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

L'écart éventuel entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement des titres de placement à revenu fixe acquis sur le marché secondaire fait l'objet d'une imputation prorata temporis, sur la durée de vie résiduelle des titres, au compte de résultat. L'amortissement de cette différence se fait en application de la méthode actuarielle, sur la durée de vie résiduelle du titre. Au bilan, la valeur comptable des titres est ainsi progressivement ajustée à la valeur de remboursement.

A chaque arrêté comptable, les moins-values latentes ressortant de la différence entre la valeur comptable, corrigée des amortissements et reprises de différence mentionnés à l'alinéa précédent, et le prix de marché des titres font l'objet d'une dépréciation qui peut être appréciée par ensembles homogènes de titres, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les gains, provenant des couvertures, au sens de l'article 2514-1 du règlement n° 2014-07 de l'ANC prenant la forme d'achat ou de ventes d'instruments financiers à terme, sont pris en compte pour le calcul des dépréciations. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les actions sont évaluées au plus bas du prix d'acquisition ou de la valeur probable de négociation. Celle-ci est généralement déterminée par référence au cours de Bourse pour les actions cotées et par référence à la quote-part d'actif net revenant à AXA Banque Financement, calculée à partir des informations disponibles les plus récentes pour les actions non cotées. Les dividendes perçus sont comptabilisés au compte de résultat lors de leur encaissement sous la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ».

Les plus-values et moins-values de cession sont enregistrées sous la rubrique « Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de placement et assimilés » du compte de résultat, de même que les provisions pour dépréciation de titres dotées ou reprises.

### Titres de l'activité de portefeuille

Relèvent d'une activité de portefeuille, les investissements réalisés de façon régulière avec pour seul objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice.

Les titres de l'activité de portefeuille sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité.

### Titres d'investissement

Les titres dits à revenu fixe (notamment les obligations, les titres du marché interbancaire, les bons du Trésor et autres titres de créances négociables) sont comptabilisés en « Titres d'investissement » lorsqu'il existe l'intention de les conserver durablement, en principe jusqu'à leur échéance.

Les obligations entrant dans cette catégorie font l'objet d'un financement adossé ou d'une couverture en taux d'intérêt sur leur durée de vie résiduelle.

L'écart éventuel entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement des titres d'investissement fait l'objet d'une imputation selon la méthode actuarielle, sur la durée de vie résiduelle des titres, au compte de résultat. Au bilan, la valeur comptable des titres est ainsi progressivement ajustée à la valeur de remboursement.

Les intérêts afférents à ces titres sont comptabilisés au compte de résultat sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

Une provision est constituée lorsque la dégradation de la qualité de la signature des émetteurs est susceptible de compromettre le remboursement des titres à leur échéance.

### Autres titres détenus à long terme

Les « Autres titres détenus à long terme » sont des actions et valeurs assimilées qu'AXA Banque Financement entend détenir durablement pour en retirer à plus ou moins longue échéance une rentabilité satisfaisante, sans pour autant intervenir dans la gestion des entreprises dont les titres sont détenus.

Les titres détenus à long terme sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée par référence à une méthode d'évaluation multicritère fondée sur les éléments disponibles tels que l'actualisation des flux futurs, la somme des parties, l'actif net réévalué, les cours de Bourse et les rapports communément utilisés qui leur sont relatifs pour apprécier les perspectives de rentabilité et de réalisation de chaque ligne de titre.

Les plus ou moins-values de cession, et les mouvements de provision, sont enregistrées sous la rubrique « Gains nets sur actifs immobilisés » du compte de résultat.

Les dividendes perçus sont comptabilisés au compte de résultat lors de leur encaissement dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ».

### Titres de participation et parts dans les entreprises liées

Les titres de participation sont constitués des participations pour lesquelles AXA Banque Financement dispose d'une influence notable sur les organes d'administration des sociétés émettrices et des participations présentant un caractère stratégique pour le développement des activités d'AXA Banque Financement.

Les titres de participation sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée par référence à une méthode d'évaluation multicritère fondée sur les éléments disponibles tels que l'actualisation des flux futurs, la somme des parties, l'actif net réévalué, les cours de Bourse et les rapports communément utilisés qui leur sont relatifs pour apprécier les perspectives de rentabilité et de réalisation de chaque ligne de titre.

Les plus ou moins-values de cession, et les mouvements de provision, sont enregistrées sous la rubrique « Gains nets sur actifs immobilisés » du compte de résultat.

Les dividendes perçus sont comptabilisés au compte de résultat lors de leur encaissement dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ».

### Opérations de pensions, prêts et emprunts de titres

Les titres cédés temporairement dans le cas d'une mise en pension restent comptabilisés au bilan d'AXA Banque Financement dans le portefeuille titre dans la catégorie « titre prêté ».

Le passif correspondant est comptabilisé sous la rubrique de « Dettes » appropriée.

Les titres acquis temporairement dans le cas d'une prise en pension ne sont pas comptabilisés au bilan d'AXA Banque Financement. La créance correspondante est comptabilisée sous la rubrique « Prêts et Créances ».

### ***Immobilisations***

Les immeubles et le matériel figurent au bilan pour leur coût d'acquisition auquel s'ajoutent, le cas échéant, les frais accessoires de mise en œuvre. Les immobilisations corporelles sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation, selon le mode linéaire.

Les logiciels acquis ou créés regroupés parmi les immobilisations incorporelles font l'objet d'un amortissement selon le mode linéaire sur la durée probable d'utilisation du logiciel.

### ***Dettes envers les établissements de crédit et comptes créditeurs de la clientèle***

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont présentées selon leur durée initiale ou leur nature : dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit, comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts pour la clientèle.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrées au bilan parmi les dettes rattachées.

### ***Dettes représentées par un titre***

Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : bons de caisse, titres du marché interbancaire, titres de créances négociables, titres obligataires et assimilés, à l'exclusion des titres subordonnés classés parmi les dettes subordonnées.

Les intérêts courus non échus attachés à ces titres sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

### ***Charges et produits exceptionnels***

Ces postes comprennent les produits générés et les charges survenues de manière exceptionnelle et qui ne relèvent pas de l'activité courante d'AXA Banque Financement.

### ***Provisions***

AXA Banque Financement constitue des provisions afin de couvrir des risques et des charges nettement précisés quant à leur objet et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise. Conformément au CRC n° 2000-06, la constitution de telles provisions est subordonnée à l'existence d'une obligation envers un tiers à la clôture et à l'absence de contrepartie équivalente attendue de ce tiers.

### ***Instruments financiers à terme de taux***

Les engagements afférents à des instruments de taux d'intérêt à terme sont enregistrés au hors bilan pour leur valeur nominale et figurent comme tels en annexe.

Les charges et produits relatifs aux instruments financiers à terme utilisées à titre de couverture, affectés à l'origine à un élément ou à un ensemble homogène d'éléments identifiés, sont constatés dans les résultats de manière symétrique à la prise en compte des produits et des charges sur les éléments couverts.

### ***Impôts sur les sociétés***

En France, le taux normal de l'impôt sur les bénéfices est de 28 % sur la fraction des bénéfices n'excédant pas 500.000 € puis du taux de droit commun de 33 1/3 % au-delà, les plus-values à long terme (hors plus-values sur les sociétés à prépondérance immobilière) sont taxées à 0 % depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007. Les plus et moins-values réalisées sur les titres en portefeuille sont soumises au régime d'imposition de droit commun, soit 33 1/3 %, excepté celles réalisées sur les titres de participation qui bénéficient du régime des plus-values à long terme.

Une contribution de 3,3 % a été instituée sur les résultats des exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2000. La banque a tenu compte de ces contributions pour déterminer l'impôt courant dû au titre de chacune de ces périodes.

L'impôt sur les bénéfices constitue une charge de la période à laquelle se rapportent les produits et les charges, quelle que soit la date de son paiement effectif.

AXA Banque Financement est adhérent depuis 1991 au groupe fiscal constitué par AXA en France.

Les dotations ou reprises de provisions pour impôts différés constatées dans les comptes sociaux sont enregistrées en contrepartie du compte de charge d'impôt.

### **Opérations en devises**

Les positions de change sont, d'une manière générale, évaluées aux cours de change officiels de fin de période. Les profits et les pertes de change résultant des opérations courantes conclues en devises sont enregistrées dans le compte de résultat.

### **Opérations de hors bilan**

L'ensemble des engagements donnés et reçus par AXA Banque Financement sont enregistrés au hors bilan conformément à la réglementation dès lors qu'ils peuvent être chiffrés précisément. Si des engagements ne peuvent être chiffrés, ils sont mentionnés dans l'annexe aux comptes ou dans le rapport de gestion.



**NOTE 2 : EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILEES**

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2018</b>	31/12/2017
Effets publics et valeurs assimilées	9 000	9 000
<i>dont titres mis en pension</i>	9 000	9 000
Créances rattachées	36	12
<b>Total</b>	<b>9 036</b>	<b>9 012</b>

**NOTE 3 : OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE ET AVEC LES ETABLISSEMENTS DE CREDITS (EN VALEUR NETTE COMPTABLE)****Note 3.1 : Créances et dettes (interbancaire et clientèle)**

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>Créances 31/12/2018</b>		Créances 31/12/2017		<b>Dettes 31/12/2018</b>		Dettes 31/12/2017	
	<b>Interbancaires</b>	<b>Clientèle</b>	Interbancaires	Clientèle	<b>Interbancaires</b>	<b>Clientèle</b>	Interbancaires	Clientèle
Eligibles au refinancement de la Banque de France								
Non éligibles au refinancement de la Banque de France	7 357	747 209	22 165	786 208	601 615	2 061	526 052	2 941
A vue	7 357	0	22 165		2 350	2 061	3 707	2 941
A terme		747 209		786 208	599 265		522 345	
Prêts subordonnés								
Créances et Dettes rattachées		2 078		2 353	1 341		1 534	
A vue								
A terme		2 078		2 353	1 341		1 534	
Prêts subordonnés								
<b>Total</b>	<b>7 357</b>	<b>749 287</b>	<b>22 165</b>	<b>788 562</b>	<b>602 956</b>	<b>2 061</b>	<b>527 586</b>	<b>2 941</b>

**Note 3.2 : Créances et dettes ventilées par échéance**

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>Eléments non ventilables (3)</b>	<b>Echéance &lt; 3 mois</b>	<b>Echéance de 3 mois à 1 an</b>	<b>Echéance de 1 à 5 ans</b>	<b>Echéance de plus de 5 ans</b>	<b>Créances et dettes rattachées</b>	<b>31/12/2018</b>	31/12/2017
<b>Créances :</b>	<b>14 053</b>	<b>64 200</b>	<b>172 457</b>	<b>461 667</b>	<b>42 188</b>	<b>2 078</b>	<b>756 644</b>	<b>810 727</b>
Caisse, Banques Centrales et assimilées								
Créances sur les établissements de crédit	7 357						7 357	22 165
Créances sur la clientèle (1)	6 697	64 200	172 457	461 667	42 188	2 078	749 287	788 562
Prêts subordonnés								
<b>Dettes :</b>	<b>4 411</b>	<b>107 900</b>	<b>233 265</b>	<b>340 000</b>		<b>1 357</b>	<b>686 934</b>	<b>739 098</b>
Dettes sur les établissements de crédit	2 350	62 000	197 265	340 000		1 341	602 956	527 586
Dettes sur la clientèle (2)	2 061						2 061	2 941
Dettes représentées par un titre		45 900	36 000			16	81 916	208 571
Dettes subordonnées								

(1) Les crédits accordés sous la forme de comptes dits "disponibles" ou "permanents" sont ventilés en fonction de la durée théorique d'amortissement du capital restant dû.

(2) Y compris les autres sommes dues.

(3) Les "éléments non ventilables" correspondent principalement aux créances douteuses nettes de dépréciations et aux impayés pour les créances sur la clientèle et aux dépôts à vue pour les créances avec les établissements de crédit et aux comptes ordinaires créditeurs à vue.

**NOTE 4 : VENTILATION DES OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE****Note 4.1 : Ventilation des créances de la clientèle**

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>Actif</b>	<b>Passif</b>
Autres concours à la clientèle (1) (2)	747 209	
Comptes ordinaires		
Comptes d'épargne à régime spécial		
Comptes à terme		
Valeurs non imputées et autres sommes dues	0	2 061
Créances et dettes rattachées	2 078	
<b>Total</b>	<b>749 287</b>	<b>2 061</b>

(1) Y compris créances douteuses brutes (60 260K€)

(2) Dont Créances restructurées (35 869 K€)

**NOTE 5 : DEPRECIATION DES OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE****Note 5.1 : Ventilation des créances de la clientèle (montants bruts)**

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>Encours sains</b>	<b>Encours douteux brut</b>	<b>31/12/2018</b>	31/12/2017
Comptes ordinaires				
Autres concours à la clientèle	740 512	60 260	800 772	857 482
<i>dont encours restructurés</i>	26 642	9 227	35 869	8 331
Valeurs non imputées	0		0	
Créances rattachées	2 071	8	2 078	2 353
<b>Total encours</b>	<b>742 583</b>	<b>60 268</b>	<b>802 851</b>	<b>859 835</b>

**Note 5.2 : Ventilation des dépréciations des encours douteux (hors créances rattachées)**

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>Encours douteux brut</b>	<b>Dépréciations</b>	<b>Taux de dépréciation</b>	<b>Encours douteux net</b>
Comptes ordinaires				
<i>Dont encours douteux compromis</i>				
Autres concours à la clientèle (1)	60 260	38 562	64 %	21 698
<i>Dont encours douteux compromis</i>	52 789	34 757	66 %	18 032
<b>Total encours</b>	<b>60 260</b>	<b>38 562</b>	<b>64%</b>	<b>21 698</b>

(1) Hors créances rattachées

**NOTE 6 : OPERATIONS AVEC DES PARTIES LIEES****Note 6.1 : Opérations avec les entreprises liées**

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>Opérations avec les entreprises liées</b>	<b>Autres opérations</b>	<b>31/12/2018</b>
<b>Créances :</b>			
Effets publics et valeur assimilées		9 036	9 036
Créances sur les établissements de crédit	6 106	1 251	7 357
- A vue	6 106	1 251	7 357
- A terme			
Créances sur la clientèle		749 287	749 287
Obligations et autres titres de crédits		0	0
Autres actifs		1 486	1 486
Comptes de régularisation		3 733	3 733
<b>Total des emplois</b>	<b>6 106</b>	<b>764 794</b>	<b>770 900</b>

<b>Dettes :</b>			
Dettes sur établissements de crédit	600 606	2 350	602 956
- A vue		2 350	2 350
- A terme	600 606		600 606
Dettes sur la clientèle		2 061	2 061
Dettes représentées par un titre		81 916	81 916
Dettes subordonnées			
Autres passifs		2 137	2 137
Comptes de régularisation	510	4 896	5 406
<b>Total des ressources</b>	<b>601 116</b>	<b>93 360</b>	<b>694 476</b>

Il n'existe pas de transactions avec des entreprises liées qui ne soient pas conclues à des conditions normales de marchés.

### **Note 6.2 : Opération avec les entreprises liées - Hors-Bilan**

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>Opérations avec les entreprises liées</b>	<b>Autres opérations</b>	<b>31/12/2018</b>
<b>Hors bilan - engagements donnés :</b>			
Engagement de financement :		33 410	33 410
- en faveur d'établissements de crédit			
- en faveur de la clientèle		33 368	33 368
- douteux		42	42
Engagement de garantie :			
- en faveur d'établissements de crédit			
- en faveur de la clientèle			
Engagements sur titres			
<b>Total des engagements donnés</b>		<b>33 410</b>	<b>33 410</b>
<b>Hors bilan - engagements reçus :</b>			
Engagement de financement :			
- reçu d'établissements de crédit			
- reçu de la clientèle			
Engagement de garantie			
- reçu d'établissements de crédit			
- reçu de la clientèle			
Engagements sur titres			
<b>Total des engagements reçus</b>			

### **NOTE 7 : DEPRECIATIONS ET PROVISIONS**

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2017</b>	<b>Dotations</b>	<b>Reprises</b>	<b>31/12/2018</b>
<b>Dépréciations d'actifs</b>				
Créances sur les établissements de crédit :				
- A vue				
- A terme				
Créances sur la clientèle :	71 273	67	17 777	53 564
- Autres concours à la clientèle	71 054	3	17 743	53 315
- Comptes ordinaires débiteurs				
- Crédits restructurés (CRC 2002-03)	220	64	34	249
Titres d'investissement				
Titres de placement				
Titres de participation et activité du portefeuille				
<b>Total dépréciations d'actifs</b>	<b>71 273</b>	<b>67</b>	<b>17 777</b>	<b>53 564</b>
<b>Provisions inscrites au passif</b>				
Risques sur la clientèle				
Risques pour litiges				
Risques opérationnels (1)	8	23		31
Impôts différés				
Provisions pour engagement sociaux				
<b>Total des provisions inscrites au passif</b>	<b>8</b>	<b>23</b>		<b>31</b>
<b>(1) provisions pour suspens comptables</b>				

**NOTE 8 : COMPTES ET PLANS D'ÉPARGNE LOGEMENT**

Néant

**NOTE 9 : PORTEFEUILLE TITRES**

<i>(en milliers d'euros)</i>	Titres de transaction	Titres de placement	Titres d'investissement	Titres de participation et activité de portefeuille	31/12/2018	31/12/2017
Effets publics et valeurs assimilées		9 000			9 000	9 000
Obligations et autres titres à revenu fixe						
Actions et autres titres à revenu variable				0	0	0
Participations et autres titres détenus à long terme						
Créances rattachées sur effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe		36			36	12
<b>Total</b>		<b>9 036</b>		<b>0</b>	<b>9 037</b>	<b>9 012</b>

**Note 9.1 : Ventilation des titres**

<i>(en milliers d'euros)</i>	Cotés Valeur brute	Non cotés Valeur brute	Valeur brute comptable	Dépréciations	Valeur nette comptable	Prix de remboursement	Valeur de marché	+/- Value	Emis en France Valeur nette	Emis à l'étranger Valeur nette	Emis par des organismes publics	Emis par d'autres émetteurs
<b>Titres de placement :</b>	<b>9 036</b>		<b>9 036</b>		<b>9 036</b>	<b>9 036</b>	<b>9 245</b>	<b>209</b>	<b>9 036</b>		<b>9 036</b>	
Effets publics et valeurs assimilées	9 000		9 000		9 000	9 000	9 209	209	9 000		9 000	
OPCVM de capitalisation												
OPCVM de distribution												
Titres de créances négociables												
Créances rattachées	36		36		36	36	36		36		36	
<b>Titres d'investissement :</b>												
Obligations												
Créances rattachées												
<b>Participations et activité de portefeuille :</b>		<b>0</b>	<b>0</b>		<b>0</b>				<b>0</b>			<b>0</b>
Participations et autres		0	0		0				0			0
Créances rattachées												
<b>Total</b>	<b>9 036</b>	<b>0</b>	<b>9 036</b>		<b>9 036</b>	<b>9 036</b>	<b>9 245</b>	<b>209</b>	<b>9 037</b>		<b>9 036</b>	<b>0</b>

**Note 9.2 : Ventilation par échéances (Valeur nette comptable)**

<i>(en milliers d'euros)</i>	Echéance < 3 mois	Echéance de 3 mois à 1 an	Echéance de 1 à 5 ans	Echéance de plus de 5 ans	Créances et dettes rattachées	31/12/2018	31/12/2017
<b>Titres de placement</b>			<b>9 000</b>		<b>36</b>	<b>9 036</b>	<b>9 012</b>
Effets publics			9 000		36	9 036	9 012
Titres de créances négociables							
<b>Titres d'investissement</b>							
Effets publics							
Obligations							
<b>Total obligations et autres titres à revenu fixe</b>			<b>9 000</b>		<b>36</b>	<b>9 036</b>	<b>9 012</b>

**NOTE 10 : IMMOBILISATIONS****Note 10.1 : Mouvements sur immobilisations**

Néant

**Note 10.2 : Amortissements et dépréciations des immobilisations**

Néant

**NOTE 11 : AUTRES ACTIFS ET PASSIFS**

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2018</b>	31/12/2017
<b>Autres actifs</b>		
Dépôts de garantie versés	65	55
Créances fiscales et sociales (1)	345	82
Créances avec la clientèle		
Primes Plan Epargne Logement à recevoir		
Autres débiteurs divers	1 076	992
<b>Total autres actifs</b>	<b>1 486</b>	<b>1 129</b>
<b>Autres passifs</b>		
Dépôts de garantie reçus		
Dettes fournisseurs		
Dettes fiscales et sociales		
Primes d'assurance collectées	1 532	1 675
Dettes avec la clientèle		
Comptes de règlement sur opérations sur titres		
Autres créditeurs divers	605	370
<b>Total autres passifs</b>	<b>2 137</b>	<b>2 045</b>

(1) Au 31/12/2018, le montant des acomptes versés au cours de l'exercice a été porté en déduction de l'impôt dû au titre des bénéfices de 2018.

**NOTE 12 : COMPTES DE REGULARISATION**

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2018</b>		31/12/2017	
	<b>Actif</b>	<b>Passif</b>	Actif	Passif
Charges à payer et produits à recevoir sur Instruments financiers à terme				
Produits à recevoir / charges à payer	2 664	5 014	3 026	6 600
Charges / produits constatés d'avance		347		479
Primes d'émission				
Autres comptes de régularisation	1 069	45	1 591	28
Dont valeurs reçues à l'encaissement	181		255	
<b>Total comptes de régularisation</b>	<b>3 733</b>	<b>5 406</b>	<b>4 617</b>	<b>7 106</b>

**NOTE 13 : VENTILATION DES INTERETS COURUS**

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2018</b>
<b>Actif :</b>	
Créances sur Banque Centrale	
Effets publics	36
Créances sur les établissements de crédit	
Créances sur la clientèle	2 078
Obligations et autres titres à revenu fixe	
Prêts subordonnés	
<b>Total intérêts à recevoir</b>	<b>2 115</b>
<b>Passif :</b>	
Dettes envers les établissements de crédit	1 341
Dettes envers la clientèle	
Dettes représentées par un titre	16
Dettes subordonnées	
<b>Total intérêts à payer</b>	<b>1 357</b>

**NOTE 14 : ACTIONNARIAT****Décomposition du capital social**

<i>(en euros)</i>	<b>31/12/2018</b>
Capital social	33 855 000
Nombre d'actions	
- totalement libérées	2 220 000
- non libérées	
Valeur nominale de l'action	15,25

**NOTE 15 : VARIATION DES CAPITAUX PROPRES**

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>Capital social</b>	<b>Primes</b>	<b>Réserve légale</b>	<b>Autres réserves</b>	<b>Report à nouveau</b>	<b>Résultat</b>	<b>Total des capitaux propres</b>
<b>31/12/2017</b>	<b>33 855</b>	<b>7 493</b>	<b>3 386</b>		<b>27 386</b>	<b>5 109</b>	<b>77 229</b>
Dividendes versés au cours de l'exercice						- 5 106	- 5 106
Augmentation de capital							
Affectation du résultat de l'exercice antérieur					3	- 3	0
Versement de dividende							
Résultat de l'exercice						4 271	4 271
<b>31/12/2018</b>	<b>33 855</b>	<b>7 493</b>	<b>3 386</b>		<b>27 390</b>	<b>4 271</b>	<b>76 394</b>

**NOTE 16 : HORS BILAN ET OPERATIONS ASSIMILEES****Note 16.1 : Garanties reçues et données**

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2018</b>		<b>31/12/2017</b>	
	<b>Engagements reçus</b>	<b>Engagements donnés</b>	<b>Engagements reçus</b>	<b>Engagements donnés</b>
<b>Engagements de financement :</b>		<b>33 410</b>		<b>36 257</b>
- d'établissements de crédit				
- de la clientèle		33 410		36 257
dont engagement de financement douteux		42		33
Autres engagements				
<b>Engagements de garantie :</b>				
- d'établissements de crédit				
- de la clientèle				
<b>Engagements sur titres :</b>				
Autres titres				
<b>Total des engagements</b>		<b>33 410</b>		<b>36 257</b>

**Note 16.2 : Autres engagements hors bilan**

Néant

**Note 17 : INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME**

Néant

**NOTE 18 : VENTILATION DES INTERETS**

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2018		31/12/2017	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations avec les établissements de crédit		2 617		3 900
Dettes subordonnées				
Opérations avec la clientèle	31 416		37 086	
Obligations et autres titres à revenu fixe	124	157	496	56
Autres intérêts et assimilés				
<b>Total</b>	<b>31 540</b>	<b>2 775</b>	<b>37 581</b>	<b>3 956</b>

**NOTE 19 : PRODUITS ET CHARGES SUR OPERATIONS DE CREDIT-BAIL ET ASSIMILEES**

Néant

**NOTE 20 : PRODUITS ET CHARGES SUR OPERATIONS DE LOCATION SIMPLE**

Néant

**NOTE 21 : COMMISSIONS**

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2018		31/12/2017	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations avec la clientèle	1 419		1 355	
Opérations avec les établissements de crédit				
Opérations de change				
Prestations de services financiers	3 244	87	3 499	93
<b>Total</b>	<b>4 664</b>	<b>87</b>	<b>4 854</b>	<b>93</b>

**NOTE 22 : GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DE PORTEFEUILLE DE NEGOCIATION**

Néant

**NOTE 23 : GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DE PORTEFEUILLE DE PLACEMENT OU ASSIMILES**

Néant

**NOTE 24 : VENTILATION DES AUTRES PRODUITS ET AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE**

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2018		31/12/2017	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Quote-part de résultat sur opérations faites en commun		19 505		22 224
Subvention reçue				
Activités accessoires				
Cotisation au fonds de garantie des déposants				
Exploitation bancaire diverse	4	107	116	107
<b>Total</b>	<b>4</b>	<b>19 612</b>	<b>116</b>	<b>22 331</b>

**NOTE 25 : VENTILATION DES CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION**

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2018	31/12/2017
Frais de personnel		
Autres frais administratifs	2 526	2 563
<b>Total</b>	<b>2 526</b>	<b>2 563</b>

**NOTE 26 : CHARGES DE PERSONNEL ET EFFECTIF**

Néant

**NOTE 27 : VENTILATION DU COUT DU RISQUE**

	Dotations	Reprises	Pertes sur créances couvertes	Pertes sur créances non couvertes	Récupération de créances amorties	31/12/2018	31/12/2017
<i>(en milliers d'euros)</i>							
Opérations avec la clientèle	- 3 958	21 611	- 24 471	- 1 339	2 595	- 5 563	- 6 397
Opération sur risques et charges							
<b>Total</b>	<b>- 3 958</b>	<b>21 611</b>	<b>- 24 471</b>	<b>- 1 339</b>	<b>2 595</b>	<b>- 5 563</b>	<b>- 6 397</b>

**NOTE 28 : GAINS OU PERTES SUR ACTIFS IMMOBILISES**

Néant

**NOTE 29 : VENTILATION DES PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELLES**

	31/12/2018	31/12/2017
<i>(en milliers d'euros)</i>		
Produits divers clientèle	164	487
Charges diverses clientèle	- 1	- 1
<b>Total</b>	<b>163</b>	<b>486</b>

**NOTE 30 : VENTILATION DE L'IMPOT SUR LES BENEFICES**

	Résultat avant impôts	Impôt sur les sociétés	Crédit d'impôt	Résultat après impôts 31/12/2018	Résultat après impôts 31/12/2017
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Résultat courant	5 645	- 1 537		4 108	4 623
<i>Dont impôt sur les sociétés</i>					
<i>Dont impôt différé</i>					
Résultat exceptionnel	163			163	486
<b>Total</b>	<b>5 808</b>	<b>- 1 537</b>		<b>4 271</b>	<b>5 109</b>

**NOTE 31 : DOTATIONS OU REPRISES DE FRBG ET PROVISIONS REGLEMENTEES**

Néant

**NOTE 32 : RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES FILIALES ET PARTICIPATIONS**

La société ne détient aucune filiale ni participation.

**NOTE 33 : APPARTENANCE A UN GROUPE**

	Nom	Siège	SIREN
Entreprise qui établit les états financiers consolidés de l'ensemble le plus grand d'entreprises dont l'entreprise fait partie en tant que filiale.	AXA	25 avenue Matignon 75008 Paris, France	572 093 920
Entreprise qui établit les états financiers consolidés de l'ensemble le plus petit d'entreprises dont l'entreprise fait partie en tant que filiale.	AXA Banque	203-205 rue Carnot 94138 Fontenay-Sous-Bois Cedex	542 016 993



## IV. - Affectation du résultat

L'assemblée générale a constaté, au titre de l'exercice 2018, un bénéfice net de 4 271 030,33 euros. Le report à nouveau créditeur dans les comptes au 31 décembre 2018, avant affectation du résultat, s'élève à 27 389 677,91 euros.

L'assemblée générale a décidé de répartir le résultat comme suit :

- distribution aux actionnaires ..... 4 218 000,00 euros
- report à nouveau ..... 53 030,33 euros

Elle a décidé en conséquence la mise en distribution aux 2 220 000 actions composant le capital social, d'un dividende unitaire net de 1,90 euros qui sera mis en paiement à partir du 5 juin 2019.

En vertu de l'article 243 bis du Code général des impôts, ce dividende ouvre droit à un abattement de 40 % applicable aux personnes physiques.

A la suite de cette affectation, le report à nouveau est porté à la somme de 27 442 708,24 euros et les capitaux propres de la société s'élèveront à la somme de 72 175 854,24 euros.

Il est précisé que les dividendes qui ont été mis en distribution au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

	Exercice 2015	Exercice 2016	Exercice 2017
Nombre d'actions	2 220 000	2 220 000	2 220 000
Dividende net par action	2,20 €	2,30 €	2,30 €

## V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

A l'assemblée générale de la société AXA Banque Financement,

### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société AXA Banque Financement relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

### Fondement de l'opinion

#### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Par ailleurs, les services autres que la certification des comptes que nous avons fournis au cours de l'exercice à votre société et aux entités qu'elle contrôle sont les suivants :

- intervention dans le cadre des vérifications de la première application de la norme comptable internationale IFRS 9 - Instruments financiers.

### **Justification des appréciations - Points clés de l'audit**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### ***Evaluation des dépréciations pour risque de crédit***

#### Risque identifié et principaux jugements

Dans le cadre de ses activités bancaires, AXA Banque Financement est exposée au risque de crédit. Comme indiqué dans les notes 1, 3, 5, 7 et 27 des annexes aux comptes annuels, AXA Banque Financement constitue des dépréciations pour couvrir les risques inhérents à ses activités. Celles-ci peuvent être déterminées sur base collective ou individuelle à travers des modèles de provisionnement statistique ou à dire d'expert. Ces dépréciations constituent une estimation significative pour l'établissement des comptes et font appel au jugement de la direction.

La note 7 fait état d'un total de dépréciations à l'actif de 53 564 milliers d'euros.

Nous avons considéré la détermination des dépréciations individuelles des créances pour risque de crédit comme un point clé de l'audit en raison :

- ✓ du risque d'incidence matérielle sur les résultats de la banque ;
- ✓ de la complexité de l'estimation des probabilités de défaut, des pertes en cas de défaut, y compris la valeur des garanties associées ;
- ✓ de la sensibilité des paramètres de calcul aux hypothèses retenues par la Direction.

#### Procédures d'audit mises en œuvre face aux risques identifiés.

Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons :

- ✓ examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi des risques de non recouvrement ;
- ✓ testé la conception et l'efficacité opérationnelle des contrôles clés relatifs à ce dispositif ;
- ✓ réalisé des entretiens avec la Direction des Risques et le Contrôle Comptable et avons procédé à des revues analytiques (notamment du coût du risque) ;
- ✓ apprécié le caractère raisonnable des estimations réalisées.
- ✓ Pour les créances provisionnées sur base collective ou sur la base de modèles statistiques, nous avons revu les modèles de provisionnement retenus et leurs hypothèses sous-jacentes. Nous avons rapproché les données des risques avec les données de gestion et les données comptables.
- ✓ Pour les créances douteuses provisionnées sur bases individuelle, nous avons revu les décisions prises en comités contentieux et avons procédé à une revue ciblée de dossiers de crédit contentieux et revu la valorisation des garanties éventuelles. Nous nous sommes assurés, au moyen de sondages sur des dossiers de crédit, de l'adéquation de la dépréciation comptabilisée eu égard aux prévisions de flux de trésorerie futurs estimés par la banque.

Nous avons par ailleurs apprécié le caractère approprié des informations publiées en annexe.

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels, à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-4 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

## Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L. 225-37-3 et L. 225-37-4 du Code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-37-3 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

## Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

## Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

### Désignation des commissaires aux comptes

Nos deux cabinets, PricewaterhouseCoopers Audit et MAZARS ont été nommés commissaires aux comptes de la société AXA Banque Financement par l'Assemblée Générale du 15 mai 2007.

Au 31 décembre 2018, les deux cabinets étaient dans leur 12<sup>ème</sup> année de mission sans interruption.

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

### *Objectif et démarche d'audit*

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que des informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent des opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

### *Rapport au comité d'audit*

Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment, l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-Sur-Seine et Paris, le 30 avril 2019

Les commissaires aux comptes

**PricewaterhouseCoopers Audit,**  
Frank Vanhal ;

**MAZARS,**  
Pierre Masieri

## V. — Rapport de gestion.

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la société : 203-205 rue Carnot 94138 Fontenay-sous-Bois Cedex.